

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 20 F (200 FB)
6 mois : 10 F (100 FB)
pli fermé : 34 F et 18 F
« programme communiste »
1 an : 20 F (200 FB)

12^e ANNEE — N° 186
LE NUMERO : 1 FF
10 FB ; 1 FS
16 au 29 déc. 1974

DE WASHINGTON ET MOSCOU A LONDRES ET BERLIN, ROME ET PARIS

L'honorable société des défenseurs de l'ordre établi

Les symboles diplomatiques des grandes puissances ne laissent rien au hasard. Vladivostok n'est qu'un petit port : mais d'un côté, il cligne aimablement de l'œil vers le Nord, vers le détroit de Behring au-dessus duquel les pointes extrêmes de la Sibérie et de l'Alaska se tendent l'une vers l'autre comme deux mains fraternelles (à moins que ce soient des menottes de gendarme ?) depuis des millénaires, bien avant qu'il vienne à la Nature la fantaisie de mettre au monde Ford et Brejnev — sans compter son fils chéri le capital — et de les faire se rencontrer face au Pacifique ; de l'autre il jette un regard menaçant, au Sud vers la Chine qui fourmille d'hommes et « conteste » les territoires « d'autrui », au Sud-Est vers le Japon débordant de bras et de capital, qui vient de signer un préoccupant accord de navigation avec Pékin.

C'est une petite ville depuis peu, mais son nom signifie *Porte de l'Orient*, lequel n'est pas seulement l'Asie, mais tout le Pacifique, cet océan qui aspire à devenir le *mare nostrum* du condominium policier russo-américain. Condominium difficile certes, et non exempt de nuages, mais tout ce qu'il y a de plus solide à l'encontre des « troisièmes larrons » incommodes. « Le monde capitaliste, l'Asie du Sud-Est et le Moyen-Orient sont les pôles autour desquels tourne aujourd'hui la politique extérieure de l'Union soviétique », écrivait le *Corriere della Sera* du 27-11 en se référant au discours de Brejnev à Oulan Bator. « Le monde capitaliste, et plus particulièrement les Etats-Unis, représentent le système principal, prioritaire et de signe positif, pour ses intérêts. L'Asie du Sud-Est, en particulier la Chine, représente le système immédiatement subordonné, [...] de signe négatif, de sa stratégie globale. Le Moyen-Orient, et la crise israélo-arabe en particulier, représentent le sous-système régional qui est la cause principale de courts-circuits possibles, et donc l'objet de ses préoccupations ». Comme la réciproque est également vraie, et que les relations avec l'Union soviétique et le « monde communiste » sont tout aussi « prioritaires et positives » pour les Etats-Unis, l'accord s'est en bonne logique réalisé pour annoncer au monde que par un droit naturel ces deux puissances sont les seules dépositaires d'une quantité supposée fixe de vecteurs nucléaires, une quantité mille fois plus grande que celle d'aucun autre pays ou bloc de pays ; que « l'équilibre de la terreur nucléaire » sera un équilibre entre les deux gendarmes officiels de la planète, et la terreur pour laquelle voudrait troubler leur ordre idyllique ; que si la prolifération des moyens « non conventionnels » n'est permise qu'aux deux Grands, c'est dans l'intérêt général, car leur « dis-

sémination » dans d'autres mains serait un désastre pour la planète tout entière ; que donc à Vladivostok on a certes parlé d'instruments de massacre, mais uniquement en vue de ce que Brejnev, tout en lançant un avertissement à la Chine, a défini peu après à Oulan Bator comme « une tâche historique : sauver l'humanité de la menace de guerre, renforcer la paix universelle ». L'agence Novosti s'est d'ailleurs dépêchée de déclarer qu'« en œuvrant avec esprit de suite pour conférer un caractère stable au processus du développement et de l'amélioration des rapports entre l'URSS et les Etats-Unis » Moscou sait, ainsi que Washington, que « les intérêts des peuples soviétique et américain, tout comme ceux des autres peuples du monde, coïncident dans l'essentiel : la sauvegarde et la consolidation de la paix ». (Cité dans *Le Monde* des 24 et 25-11).

C'est là que réside le sens de la « rencontre historique » : les deux superpuissances incarnent dans leurs rapports « positifs » les intérêts du reste du monde (et le secrétaire du plus grand parti « communiste » s'accommode à merveille que l'une d'elles soit capitaliste, ce qui, selon le marxisme, lui interdit par définition d'être porteuse de paix et représentant des besoins et aspirations collectifs de l'« humanité ») ; l'intérêt du monde s'incarne dans la perpétuation du *statu quo* : cette perpétuation exige l'élimination des « court-circuits » possibles, quels qu'ils soient ; dans ce but, inspirés par le bien de tous et de chacun, les deux superpuissances « s'arment dans l'équilibre », et les autres — Chine ou Japon, Arabes ou Israéliens — n'ont qu'à se tenir tranquilles. De leur « coopération pacifique » dépend l'éloignement des « tensions dans les rapports internationaux » : allons, masses opprimées et demain peut-être destinées à un nouveau massacre, inclinez-vous donc devant leur

DANS CE NUMERO :

- Points de repère pour la tactique
- L'Argentine à l'heure du péronisme

magnanime « équilibre de la terreur nucléaire » ! A leur accord est suspendu non seulement un espoir de paix des armes, mais un espoir de début de reprise économique : « Les économistes occidentaux les plus perspicaces, écrivait la Pravda, voient

(suite page 4)

Après la vague de grèves

Lorsque Marx expliquait que les syndicats « luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets », et qu'ils « ne doivent donc pas se laisser absorber exclusivement par ces escarmouches inévitables que font naître sans cesse les empiètements ininterrompus du capital », le réformisme n'avait pas encore mûri au point de rendre les syndicats qu'il contrôle incapables de mener avec le minimum de sérieux même ces « escarmouches inévitables ».

La dernière vague de grèves en est une illustration frappante. Le mouvement, parti de ces conflits habituels entre le capital et le travail, avait, grâce à la détermination des postiers, peu à peu entraîné d'autres couches de travailleurs et menaçait de se transformer en une véritable bataille, que les syndicats ne pouvaient que refuser de livrer, dès que le gouvernement eut montré qu'il était déterminé à utiliser la force de classe de la bourgeoisie, la force d'intimidation et de répression de l'Etat, au nom des valeurs sacrées de la « production nationale » et de « l'autorité de l'Etat ». C'est ainsi que les rangs ouvriers que les syndicats avaient refusé de souder, par dessus les catégories, en un combat commun pour la défense réelle de la classe ouvrière contre le capital et son Etat, furent dispersés avant d'avoir pu se rassembler, les plus hésitants restant paralysés, les autres démoralisés, et les plus combattifs condamnés à reprendre le travail sans avoir rien obtenu.

Les travailleurs qui sentent la profondeur de la « trahison » opportuniste ne doivent pas céder au découragement mais puiser dans les leçons de ces échecs la force pour mener les combats à venir. La force de la bourgeoisie repose sur la division des prolétaires. L'impuissance actuelle de la classe ouvrière, c'est l'impuissance, l'incurie et la nullité politique du réformisme dans la lutte ouvrière. La défaite de cette grève, comme d'innombrables autres, le formidable gaspillage que l'opportunisme fait des énergies de classe, confirment le caractère antiprolétaire de la soumission des besoins de la classe ouvrière à ceux de la « production nationale », et le caractère contre-révolutionnaire du refus d'utiliser la force des travailleurs, la solidarité de classe contre la classe capitaliste, au nom de la paix sociale et de la conciliation des intérêts de classe que l'opportunisme recherche et ne peut que rechercher.

C'est une tâche essentielle du parti d'œuvrer pour faire de ces conflits quotidiens un levier de l'émancipation révolutionnaire. Mais celle-ci exige, non pas d'abandonner ces « escarmouches » à elles-mêmes — ce qui signifierait en fait à l'opportunisme — mais de les mener de façon radicale, afin que la classe ouvrière ne perde pas pied dans cette résistance quotidienne, et que dans cette lutte, elle soit préparée aux tâches révolutionnaires qui devront revenir à l'ordre du jour.

C'est un devoir sacré pour tous les ouvriers sincèrement révolutionnaires de renforcer cette lutte et d'aider à opposer au front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme le front uni du prolétariat.

Suisse : l'opportunisme et l'inflation

Depuis que la crise menace les pays impérialistes, les laquais opportunistes, à l'instar de leurs bourgeoisies, ne jurent plus que par la lutte contre l'inflation. Les réformistes du Parti Suisse du Travail sont partis eux aussi en guerre contre le monstre en lançant une « initiative populaire

contre la vie chère ». En proposant, comme ses homologues des autres pays, une série de réformes illusoires pour guérir les maux engendrés par le capitalisme, le PST se présente une fois de plus comme le garant de l'ordre social bourgeois.

Une des lois fondamentales du capitalisme énoncée par Marx est la baisse tendancielle du taux de profit moyen du capital, à laquelle les capitalistes cherchent à échapper de diverses manières, notamment en accroissant la part de la plus-value extorquée aux ouvriers, autrement dit en aggravant l'exploitation. Les conséquences pour la classe ouvrière de cette tendance sont encore aggravées lorsque la concentration de l'économie est telle qu'un nombre croissant de capitaux peuvent s'affranchir de la « libre » concurrence et augmenter « arbitrairement » leur prix grâce à des pratiques monopolistes de toutes sortes : l'augmentation rapide du coût de la vie rend alors les conditions d'existence des prolétaires encore plus précaires et difficiles.

Peut-on imaginer que l'Etat, c'est-à-dire l'organe de la classe dominante, s'oppose réellement et globalement à ces réactions de défense « naturelle » (c'est-à-dire d'attaque contre la classe ouvrière) du capitalisme à son stade suprême, qu'il s'en prenne aux racines mêmes du mode de production qu'il a été créé pour protéger et perpétuer ? S'il s'efforce de contenir les poussées inflationnistes dans certaines limites, ce n'est que lorsque la concurrence internationale l'exige, ou pour éviter des réactions ouvrières trop brutales. Contre cette vérité matérialiste, c'est la vieille superstition ré-

formiste que le PST alimente une fois de plus en proposant, pour « garantir le niveau de vie de la population »... la modification de la Constitution par l'introduction d'un article implorant l'Etat « d'assurer ... un développement de l'économie nationale », de « prévenir les phénomènes de crise de toute nature », de « combattre leurs effets, et principalement le renchérissement et le chômage » (« Voix Ouvrière », 5-10-74). Et de demander à l'Etat :

a) de surveiller (!) les prix, les profits, les loyers et les investissements, le commerce extérieur et les échanges de capitaux ;

b) de limiter la puissance des cartels et des trusts, d'empêcher la formation de monopoles privés et de nationaliser ceux qui se sont déjà formés ;

c) d'imposer fortement les plus gros revenus et d'empêcher toute forme de spéculation.

En présentant ce catalogue classique du réformisme impuissant, le PST se vante d'être l'unique force capable de trancher les sept têtes de l'hydre inflationniste : « C'est donc une fois de plus au PST qu'échoit l'honneur, mais aussi la grande responsabilité de faire œuvre de pionnier [sic !] pour la défense des intérêts des travailleurs et pour contribuer à

la solution d'une question d'intérêt national » (*Voix Ouvrière*, 4-10-74).

A ces rengaines d'idéologues petits-bourgeois tout fiers de leur rôle de larbins, nous répondons une fois de plus que l'inflation n'est pas due à la malhonnêteté particulière de tel ou tel capitaliste, mais aux mécanismes fondamentaux et impersonnels du capitalisme, dont l'inflation galopante n'est qu'un des nombreux développements paroxystiques.

Nationalisées ou non, les entreprises capitalistes sont soumises aux mêmes lois (à titre d'exemple récent, le rapport parlementaire sur le cartel pétrolier en France montre que les compagnies les plus acharnées à faire monter les prix sont ... les compagnies d'Etat CFP et Elf !). Les staliens auront beau toujours ranimer les mêmes illusions, les communistes ont répondu depuis longtemps à cette question par la voix d'Engels :

« Si les crises ont fait apparaître l'incapacité de la bourgeoisie à continuer à gérer les forces productives modernes, la transformation des grands organismes de production et de communication en sociétés par actions et en propriétés d'Etat montre combien on peut se passer de la bourgeoisie pour cette fin [...]. Mais ni la

(suite page 2)

RÉUNION PUBLIQUE

POUR UNE POLITIQUE DE CLASSE
DANS LES LUTTES OUVRIÈRES

● A LILLE, samedi 21 décembre, 20 h 30, 82, rue du Marché (quartier Wazemmes).

